



L'avenir de la défense de l'Union européenne - une feuille de route stratégique : "Europe 2020"

Auteur : Joachim Bitterlich



Au moment où les tensions entre l'Ukraine et la Russie n'ont jamais été aussi vives, que les négociations s'accélèrent pour trouver une issue à cette crise et après la conférence sur la sécurité de Munich, la Fondation publie une étude de Joachim Bitterlich sur l'avenir de la défense européenne.

[Lire la suite](#)

Sommaire

Crise financière : Prévisions/UE - Chypre - France - Grèce **Commission** : Energie - Emploi/jeunes - Développement - Commerce/USA **Parlement** : Luxleaks **Diplomatie** : Ukraine/Russie - Syrie/Irak - Conseil **BCE** : Grèce **Agences européennes** : Défense **Allemagne** : Sécurité **Belgique** : fiscalité **Croatie** : Génocide **Danemark** : Stabilité monétaire **France** : Réformes? - TTIP/Sénat **Grèce** : Programme - Visite/Europe - Négociations? **Hongrie** : Visite/Merkel **Italie** : Président - Privatisations **Lituanie** : MES **Malte** : Allemagne **Royaume-Uni** : Armée/Mer - Développement - Fiscalité **Kosovo** : Démission **États-Unis** : Visite/Europe - Ukraine **OTAN** : Plan/réactivité **Etudes/Rapports** : Franco-allemand - France/Influence **Culture** : Expo/Paris - expo/Venise - Expo/Bruxelles - Concerts/Londres - Cinéma/Bafta

[Agenda](#) | [Autres versions](#) | [Contact](#)

Crise financière :

Les prévisions économiques d'hiver de la Commission européenne



Selon les "prévisions économiques d'hiver", présentées le 5 février par la Commission européenne, les économies de tous les États membres de l'Union européenne devraient renouer avec la croissance cette année, et ce pour la première fois depuis 2007. En 2015, la croissance économique devrait atteindre 1,7% dans l'UE et 1,3% dans la zone euro. En 2016, la croissance annuelle devrait s'établir à 2,1% et à 1,9%. Ces perspectives sont favorisées, selon la Commission, par un renforcement de la demande intérieure et internationale, par une orientation budgétaire globalement neutre mais surtout par la politique monétaire "particulièrement accommodante" menée par la BCE. Si les perspectives de croissance en Europe sont encore limitées par "un environnement peu propice aux investissements et un taux de chômage élevé", la Commission note qu'un certain nombre de facteurs importants ont amélioré les perspectives économiques à court terme depuis l'automne. Ainsi l'accélération de la baisse des prix du pétrole, l'importante dépréciation de l'euro, l'assouplissement quantitatif annoncé par la BCE et la présentation par la Commission européenne de son plan d'investissement, devraient avoir un "impact positif" sur la croissance. La Commission précise que le recul de l'inflation devrait se poursuivre en 2015 avant un rebond en 2016. Elle rappelle que si la création d'emplois s'accélère, la baisse du chômage reste lente. Le taux de chômage devrait ainsi baisser à 9,8% dans l'UE et à 11,2% dans la zone euro en 2015. Enfin, la Commission souligne une poursuite de la

réduction des déficits dans l'UE, à 2,6 % cette année, contre 3% en 2014, et à 2,2% en 2016... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Visite de la Troïka à Chypre dans le cadre de l'examen du programme d'ajustement macroéconomique



A l'issue de la mission d'évaluation qu'elles mènent à Nicosie depuis le 27 janvier, les équipes de la Commission européenne, de la Banque centrale européenne et du Fonds monétaire International (FMI) ont publié le 6 février une déclaration sur la situation économique et financière de Chypre. Les équipes de la Troïka ont ainsi pu discuter avec les autorités chypriotes des progrès réalisés par le pays à travers son programme de réforme économique, des priorités pour la période à venir, et ont souligné l'importance d'une "reprise économique forte soutenue". Elles rappellent que l'application d'un cadre légal effectif sur les saisies immobilières et l'adoption d'une "législation moderne" sur l'insolvabilité financière sont des "engagements clés" de la part de Chypre au sein du programme d'ajustement macroéconomique mis en place par le Mécanisme européen de stabilité (MES) en 2013. Dans ce cadre, la Commission européenne, la BCE et le FMI notent que "parvenir à un accord sur l'examen de la mise en place de ces engagements n'a pas été possible lors de cette visite" et espèrent dans ce cadre "l'achèvement en temps opportun de l'examen dès que les conditions seront réunies pour une conclusion positive"... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Le déficit public de la France à 85.6 milliards € pour 2014



Le ministère des finances français a publié le 5 février les chiffres définitifs du déficit public de 2014. Celui-ci s'élève à 85.6 milliards d'euros, contre 74,9 milliards en 2013. Ce chiffre confirme les prévisions du ministère annoncées à la mi-janvier. Le déficit public est inférieur de 3,4 milliards par rapport à celui de 89 milliards prévu dans la dernière loi de Finances rectificative votée en décembre. Par ailleurs, selon un rapport publié par les douanes françaises le 6 février, le déficit commercial de la France s'élève à 53.8 milliards € pour l'année 2014, contre 60.8 milliards en 2013. Cette amélioration est due à l'allègement de la facture énergétique, qui a été inférieure de près de 11 milliards € par rapport à 2013 du fait de la douceur des températures de l'année et de la chute des cours du pétrole depuis l'automne. Les ventes de l'aéronautique et des produits de luxe, traditionnels points forts de la France, se poursuivent et les exportations de véhicules automobiles, de machines et de chimie se redressent. A l'inverse, les ventes de produits agricoles et pharmaceutiques baissent... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Baisse de la note souveraine de la Grèce



Standard and Poor's a abaissé d'un cran le 6 février la notation souveraine de la Grèce (B-), tandis que Moody's a placé sous surveillance négative la notation des obligations d'État. Ces nouveaux ajustements des agences américaines ramènent la Grèce à seulement quelques crans de la situation de faillite. Standard & Poor's juge que les problèmes de liquidités auxquels sont confrontées les banques et l'économie grecques réduisent les délais pour parvenir à un accord sur la dette du pays entre Athènes et ses créanciers internationaux... [Lire la suite](#)

Commission :

Lancement des travaux sur l'Union de l'Energie



Le 15 juillet 2014, lors de la présentation de ses orientations politiques au Parlement, Jean-Claude Juncker avait rappelé que "l'Europe dépend trop fortement de ses importations de gaz et de pétrole." L'Union européenne importe en effet 55% de son énergie. Son objectif était alors de "réduire cette dépendance tout en gardant notre marché de l'énergie ouvert aux pays non membres de l'UE." Le 4 février ont débuté les travaux sur l'Union de l'Energie voulue par le président de la Commission. Le plan d'investissement est notamment destiné à mobiliser d'importants moyens financiers pour le secteur énergétique. Selon Miguel Arias Cañete, commissaire à l'action pour le climat et à l'énergie, "il ne s'agira pas simplement de vieilles idées remises au goût du jour, le projet comportera des mesures concrètes garantissant que la vision présentée devienne réalité". Le 25 février seront adoptées la stratégie-cadre sur l'Union de l'énergie ainsi que la communication "Feuille de route pour Paris", détaillant les objectifs que se fixera l'UE sur le climat dans la cadre de la Conférence de Paris sur le changement climatique qui se tiendra à la fin de l'année... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

La Commission débloque 1 milliard € pour lutter contre le chômage des jeunes



La Commission européenne a présenté le 4 février une proposition législative visant à débloquer dès cette année un milliard d'euros au titre de l'initiative pour l'emploi des jeunes, ce qui devrait permettre de multiplier par 30 le préfinancement versé aux États membres dans le cadre de cette initiative. La Commission estime que ce préfinancement anticipé pourrait accélérer le déblocage de l'aide immédiate et concerner de 350 000 à 650 000 jeunes cette année, à mettre en perspective avec les 14 000 à 22 000 jeunes susceptibles d'être couverts au taux de préfinancement actuel. Cette nouvelle annonce s'inscrit dans le cadre de la "garantie pour la jeunesse", visant à fournir aux jeunes de moins de 25 ans "une offre de qualité portant sur un emploi, un apprentissage ou une formation dans les quatre mois suivant leur sortie de l'école ou la perte d'un emploi". La proposition de la Commission doit à présent être examinée par le Parlement européen et le Conseil... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

La position européenne pour le partenariat mondial sur le développement après 2015



Le 5 février, la Commission a présenté sa communication sur le "Partenariat mondial pour l'éradication de la pauvreté et le développement durable après 2015". Dans cette communication, la Commission a présenté ses propositions pour la communauté internationale mais également sur la façon dont l'Europe participerait à l'effort mondial pour éradiquer la pauvreté, stimuler le développement durable et protéger les droits de l'Homme. Ces propositions s'inspirent des 17 priorités pour le développement international présentées par l'Assemblée Générale des Nations Unies en juin 2014, parmi lesquelles la pauvreté, la sécurité alimentaire, l'agriculture durable, la santé, la paix, l'éducation, l'égalité des genres, l'accès à l'eau, l'énergie, l'emploi, les conditions de travail, les inégalités, mais aussi la protection des écosystèmes terrestres, marins et de la biodiversité. La Commission confirme son soutien à l'appel du Secrétaire général des Nations Unies, lequel invitait alors tous les pays développés et émergents à accroître leurs contributions à l'Aide Publique au Développement, qu'il estime devoir atteindre 0,7% du revenu national brut... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

TTIP: Clôture du 8ème round de négociations



Le huitième round de négociations du traité transatlantique (TTIP), qui a réuni quelque 200 négociateurs américains et européens à Bruxelles, s'est achevé le 6 février. Si aucune décision concrète n'a encore été prise, la plupart des sujets relatifs au TTIP ont été abordés, des tarifs douaniers au marché des services, en passant par l'ouverture potentielle des marchés publics. Le négociateur en chef de l'Union européenne, l'espagnol Ignacio Garcia Bercero, et son homologue américain Dan Mullaney ont annoncé leur volonté "d'intensifier les discussions", affichant ainsi leur détermination à ne pas céder au scepticisme des citoyens: deux nouveaux rounds de négociations devraient se tenir avant l'été, dont le premier se déroulera en avril à Washington. Cécilia Malmström en a profité pour rappeler les trois enjeux principaux de l'Union européenne dans la mise en place du traité transatlantique: la prospérité économique, l'efficacité de la gouvernance européenne et la place de l'Union européenne sur la scène internationale... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#) | [Autre lien](#)

Parlement :

LuxLeaks : le Parlement européen propose l'instauration d'une commission spéciale



Les présidents des groupes politiques du Parlement européen ont décidé le 5 février de proposer la mise en place d'une commission spéciale pour examiner les rescrits fiscaux (tax rulings) des États membres de l'Union européenne. Lors de la session plénière, qui débute le 9 février, le Parlement européen se prononcera sur la création de cette commission spéciale et de son mandat. En cas de vote majoritaire en sa faveur, elle pourra se mettre à travailler dans les semaines à venir, une fois ses membres désignés par chacune des familles politiques, représentées en fonction du nombre de sièges dont elles disposent au Parlement... [Lire la suite](#)

Diplomatie :

Angela Merkel et François Hollande à Kiev puis à Moscou



Le 5 février, le président ukrainien, Petro Porochenko, a accueilli à Kiev le président français, François Hollande, et la chancelière allemande, Angela Merkel. Il les a remerciés pour leur rôle moteur dans le processus de désescalade du conflit. Ils ont discuté de la situation du Donbass et des solutions possibles pour arriver à un cessez-le-feu et une mise-en-œuvre du protocole de Minsk. François Hollande et Angela Merkel se sont ensuite

rendus à Moscou pour s'entretenir avec le président russe, Vladimir Poutine, le 6 février. Les dirigeants européens désirent calmer les tensions exacerbées depuis ces derniers jours par la reprise des combats et l'évocation d'une possible livraison d'armes à l'Ukraine par les Etats-Unis. Une nouvelle rencontre aura lieu entre les présidents ukrainien, russe et français et la chancelière allemande le 11 février à Minsk... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#) | [Autre lien](#)

L'UE débloque 1 milliard d'euros pour la Syrie et l'Irak



La Haute Représentante et la Commission européenne ont présenté le 6 février leur première stratégie globale de lutte contre la menace posée par Daech. Cette stratégie, en plus de rassembler les initiatives en cours des Etats membres, renforcera leur efficacité en investissant 1 milliard €. La Commission veut ainsi assurer l'aide d'urgence, la stabilisation et le développement de la région. Federica Mogherini souhaite "restaurer la paix et la sécurité dans une région si proche de nous et dévastée par le terrorisme et la violence depuis trop longtemps". Cette nouvelle stratégie comprendra des mesures à la fois politiques telles que l'engagement diplomatique de l'Union mais également des mesures pratiques : développement des programmes anti-radicalisation, lutte contre le financement du terrorisme, ou meilleur contrôle aux frontières... [Lire la suite](#)

Conclusions sur la Libye



Les 28 ministres des Affaires étrangères réunis le 9 février ont adopté plusieurs conclusions sur la Libye. Ils se félicitent de la tenue du processus de pourparlers engagé à Genève par l'ONU, visant à faciliter le dialogue entre les différentes factions du conflit libyen. Ces discussions sont essentielles "à la paix, à la stabilité et la sécurité de la Libye" et doivent être aussi "inclusives" que possible afin que l'ensemble de la population libyenne soit représentée par les décisions adoptées, ont souligné les ministres européens. Au nom de l'UE, ils réaffirment leur soutien au peuple libyen et leur engagement à assister la Libye dans sa transition démocratique. L'UE "continuera à soutenir" les institutions libyennes clés telles que la Commission électorale nationale et l'Assemblée de rédaction de la Constitution. Enfin, les ministres prennent note du renouvellement prochain du mandat de la mission de l'ONU en Libye (UNSMIL) prévue en mars 2015 et "attendent de poursuivre les discussions avec l'ONU en vue d'un rôle possible de l'UE au soutien de la mission des Nations Unies dans les domaines où l'UE peut apporter sa valeur ajoutée"... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

BCE :

La BCE met la pression sur le gouvernement grec



La Banque Centrale européenne a décidé le 4 février de ne plus accepter les titres de l'État grec en garantie de ses opérations de refinancement principal. Concrètement, la BCE a décidé de suspendre le régime de faveur qu'elle accordait jusqu'ici aux banques grecques, qui pouvaient lui emprunter de l'argent avec des garanties bien inférieures à celles exigées sur les marchés financiers. Par cette décision, certains voient une volonté de la BCE de contraindre le gouvernement grec à accepter la voie de la négociation imposée par ses créanciers européens et internationaux. Cela passe d'abord par un accord sur le versement du deuxième plan d'aide à la Grèce (130 milliards €), lancé en 2012 et qui se termine le 28 février, dont la dernière tranche de 3,6 milliards € sera versée au pays seulement si le gouvernement accepte de mettre en place des réformes supplémentaires en faveur de la rigueur budgétaire. Néanmoins, la BCE a décidé de maintenir la procédure qui permet aux banques grecques d'obtenir des liquidités d'urgence auprès de la Banque centrale grecque, dite ELA (Emergency Liquidity Assistance). En accordant aux banques grecques ces prêts d'urgence, la BCE souhaite éviter que le système bancaire grec ne s'effondre par manque de liquidités. Dans le même temps, elle oblige la Grèce à trouver un accord avec ses créanciers... [Lire la suite](#)

Agences européennes :

Nominations à l'Agence Européenne de Défense et à la mission de l'UE en Somalie



Jorge Domecq, nommé directeur général de l'Agence Européenne de Défense, a pris ses fonctions le 2 février. Il a affirmé sa volonté de faire de l'AED une "agence fiable au service des États membres". Le Comité politique et de sécurité du Conseil a affecté un nouveau commandant à la mission de formation de l'Union européenne en Somalie: le général de brigade Antonio Maggi remplacera son prédécesseur, Massimo Mingiardi, le 8 mars. Cette mission s'inscrit dans le cadre stratégique de l'Union européenne pour la

Corne de l'Afrique. L'Union espère ainsi participer à la mise en place d'une Somalie stable, prospère et démocratique. 4000 militaires somaliens ont été formés depuis le début de la mission... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Allemagne :

Conférence sur la sécurité à Munich



Après une visite, accompagnée du président français, à Kiev le 5 février, puis à Moscou le 6 février, la chancelière allemande Angela Merkel s'est rendue à la Conférence sur la sécurité de Munich, le 7 février. Angela Merkel a prononcé un discours important, insistant sur l'engagement de l'Allemagne sur la scène internationale mais expliquant pourquoi elle ne voulait pas livrer d'armes à l'Ukraine. Le ministre russe des affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a eu quelques mots aimables pour l'initiative franco-allemande mais il s'est surtout montré extrêmement critique tant à l'égard du gouvernement ukrainien que de Washington. Joe Biden, le vice-président américain, a rappelé que l'administration Obama a, dès 2009, beaucoup fait pour "avoir des relations constructives avec la Russie" mais "depuis 2012, le président Poutine a choisi une autre voie". Rappelant que les frontières sont inviolables et que "chaque nation a le droit de choisir ses alliances", Joe Biden a dit "ne pas croire à une solution militaire en Ukraine mais la Russie n'a pas le droit de faire ce qu'elle fait et le peuple ukrainien a le droit de se défendre"... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Belgique :

La Commission ouvre une enquête sur les pratiques fiscales de la Belgique



La Commission européenne a ouvert le 3 février une "enquête approfondie" concernant une disposition fiscale belge permettant aux entreprises faisant partie d'un groupe multinational de réduire nettement l'impôt sur les sociétés dont elles sont redevables en Belgique. Concrètement, au moyen d'une décision fiscale anticipée permise par l'administration fiscale belge, ce système prévoit la possibilité de déduire les bénéfices dits "excédentaires" de la base imposable d'une société au prétexte que celle-ci bénéficie de l'avantage d'appartenir à un groupe multinational. La Commission "craint" que le système belge des "bénéfices excédentaires" constitue "une surévaluation importante des avantages réels que procure l'appartenance à un groupe multinational". De plus, ce régime semble ne bénéficier qu'aux groupes multinationaux, alors que les entreprises belges n'exerçant leurs activités qu'en Belgique ne peuvent y prétendre. Cette procédure s'inscrit dans le cadre des enquêtes menées par la Commission en vertu des règles relatives aux aides d'État sur les pratiques de certains États membres en matière de rulings fiscaux... [Lire la suite](#)

Croatie :

Pas de génocide entre Serbie et Croatie selon la Cour internationale de Justice



Le 3 février, la Cour internationale de Justice (CIJ) a rendu un arrêt concernant les demandes mutuelles de condamnation pour crime de génocide par la Croatie et la Serbie. Ces demandes ont été faites à la suite des violents conflits armés ayant eu lieu de 1991 à 1995 entre ces deux pays, peu de temps après la déclaration d'indépendance de la Croatie. Ce conflit serbo-croate avait fait environ 20 000 morts. La Cour a rejeté la demande de la Croatie, en estimant notamment que les actes commis par les Serbes au début du conflit n'avaient pas pour but de "détruire" le groupe ethnique croate de certaines zones de Croatie réclamées par les sécessionnistes serbes, mais de les "déplacer par la force". Selon la Cour, il n'y a pas d'intention génocidaire. La Cour a également déclaré que la Croatie n'a pas non plus commis de génocide envers les populations serbes, déclarant que "si des actes constitutifs de l'élément matériel du génocide ont été commis, ceux-ci ne l'ont pas été à une échelle telle qu'ils ne pourraient que raisonnablement démontrer l'existence d'une intention génocidaire". Cet arrêt est sans appel et définitif... [Lire la suite](#)

Danemark :

Stabilité monétaire du Danemark affectée par la décision suisse



La décision de la Banque nationale suisse, le 15 janvier, d'abandonner le taux plancher du franc suisse par rapport à l'euro a eu des effets inattendus pour la couronne danoise. Les Danois ont refusé de rejoindre la zone euro en 2000, cependant leur monnaie reste très liée à l'euro puisque les variations de la monnaie danoise sont ancrées à celles de l'euro, à plus ou moins 2,25%, grâce au mécanisme européen de changes II. Dans les faits, la marge se situe plutôt aux alentours de 0,5%. Les

banques et institutions financières qui ont perdu de l'argent en Suisse se tournent maintenant vers le Danemark. Pour éviter une arrivée massive de capitaux étrangers, qui déstabiliseraient la monnaie, la Danmarks Nationalbank (DNB) a procédé à une réduction de son taux directeur de dépôt. Déjà négatif auparavant, la DNB a baissé le taux de -0,05% à -0,20% le 20 janvier, ce qui n'a pas découragé les investisseurs étrangers puisque c'est le taux de dépôt de la Banque Centrale européenne. La DNB a donc continué son effort en abaissant le taux de dépôt à -0,50% le 30 janvier, puis à -0,70% le 5 février. Cela a été suivi de la vente de 106,3 milliards de couronnes sur le marché... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

France :

Conférence de presse du Président François Hollande



Le 5 février, le Président français François Hollande a tenu sa 5ème conférence de presse. Tout d'abord, il a indiqué qu'il se rendra avec la Chancelière allemande Angela Merkel à Kiev pour formuler une proposition de résolution du conflit ukrainien, proposition qui sera ensuite présentée à Moscou. Le Président est également revenu sur les attentats qui ont secoué ce début d'année 2015 et a insisté sur le rôle de la laïcité et de la laïcité comme arme contre l'intolérance : au programme des réformes, il y aura un nouveau contrat civique avec la mise en place d'un service universel pour les jeunes, la création d'une réserve citoyenne pour les Français et le renforcement de la démocratie participative, et un développement des moyens à l'école (meilleure formation des enseignants, valorisation des lycées professionnels afin d'éviter le décrochage scolaire). Le président a également évoqué des réformes qui devront concerner l'emploi des jeunes, l'insertion des chômeurs de longue durée, l'amélioration des performances des entreprises, et la facilitation du financement de l'économie française. M. Hollande appelle également à la construction d'une Union de l'énergie... [Lire la suite](#)

Le Sénat français appelle à éliminer le mécanisme de règlement des différends du TTIP



Dans une résolution adoptée le 3 février, le Sénat français exprime sa réserve sur le mécanisme de règlement des différends prévu dans le Traité Transatlantique (TTIP), ainsi que dans le Traité de libre-échange avec le Canada. Le texte, non contraignant, appelle à "modifier la procédure arbitrale afin d'assurer la pleine transparence des débats et la publicité des actes, l'indépendance et l'impartialité des arbitres, ainsi que la mise en place effective d'un mécanisme d'appel de la décision arbitrale devant un tribunal indépendant". La résolution propose également "d'envisager le recours à un mécanisme de règlement interétatique des différends en matière d'investissements, inspiré de l'Organe de règlement des différends de l'Organisation mondiale du commerce"... [Lire la suite](#)

Grèce :

Discours de politique générale d'Alexis Tsipras



Le Premier ministre grec Alexis Tsipras a prononcé son discours de politique générale le 8 février devant le Parlement grec. Il s'est d'abord engagé à tenir "toutes les promesses de son programme" tout en honorant la dette de la Grèce vis-à-vis de ses créanciers. Il a ensuite rappelé que la Grèce "ne veut pas d'extension du programme d'aide" financé par la troïka. "La Grèce veut servir sa dette", en "invitant les partenaires" du pays à "venir à la table des négociations pour discuter du moyen de la rendre viable", a déclaré Alexis Tsipras. Il se donne une quinzaine de jours pour la création de ce "programme relais", qui s'appliquerait jusqu'au mois de juin 2015. Parmi les mesures sociales d'urgence présentées dimanche soir, le "rétablissement graduel du salaire minimum de 580 à 750 €" par mois d'ici à 2016, une "guerre sans merci contre la corruption" ou la "réinstallation" de la télévision publique ERT... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Alexis Tsipras en visite officielle à Bruxelles



En visite officielle à Bruxelles le 4 février, le Premier ministre grec Alexis Tsipras a rencontré les présidents des trois institutions européennes. Après s'être entretenu successivement avec le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker, le Président du Parlement européen Martin Schulz et le Président du Conseil européen Donald Tusk, Alexis Tsipras s'est dit "optimiste" quant à la possibilité de "trouver une solution commune, viable et mutuellement acceptable" pour "l'avenir commun" de l'UE et de la Grèce. Donald Tusk a souligné "la nécessité de trouver une solution acceptable pour tous les États membres impliqués dans les négociations sur l'aide financière à la Grèce". Ces négociations, qui "auront lieu au sein de l'Eurogroupe",

seront "difficiles" et nécessiteront "la coopération et le dialogue ainsi que des efforts déterminés de la part de la Grèce" ajoute-t-il dans un communiqué. De retour dans son pays, il a indiqué qu'il présenterait la semaine prochaine un plan à ses partenaires... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#) | [Autre lien](#)

Les dirigeants grecs en tournée auprès de leurs partenaires européens



A peine arrivés au pouvoir, le Premier ministre grec Alexis Tsipras et son ministre des Finances Yanis Varoufakis se sont lancés dans une tournée européenne avec l'objectif de trouver du soutien dans la recherche d'un compromis sur la dette de leur pays. A Rome le 3 février, Alexis Tsipras a été reçu par son homologue italien Matteo Renzi qui s'est montré optimiste en déclarant "que les conditions existent pour trouver un point d'accord avec les institutions européennes". Un discours similaire prônant le "dialogue et le respect des engagements" a été tenu avec le président français François Hollande à Paris, le 4 février. Dans le même temps, le ministre grec des Finances Yanis Varoufakis a rencontré son homologue britannique George Osborne le 2 février, puis le 4 février, le président de la BCE Mario Draghi. Yanis Varoufakis a achevé sa tournée européenne à Berlin le 5 février par une rencontre avec son homologue allemand Wolfgang Schäuble, résumée par ce dernier par la déclaration suivante "Nous sommes d'accord sur nos divergences". Le ministre allemand des Finances a affiché son "scepticisme" quant aux "mesures annoncées" par le gouvernement grec en rejetant toute possibilité d'annulation de la dette et de remise en question de la coopération entre la Grèce et la troïka. Une réunion de l'Eurogroupe consacrée à la Grèce se tiendra le 11 février... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#) | [Autre lien](#) | [Autre lien](#)

Hongrie :

Angela Merkel en visite à Budapest.



Le 2 février, la chancelière allemande Angela Merkel s'est entretenue avec le Premier ministre hongrois, Viktor Orbán, à Budapest. Mme Merkel a rappelé l'importance des droits fondamentaux en Europe tandis que le ministre des Affaires étrangères et du Commerce hongrois a déclaré que les différents pays "peuvent penser la démocratie d'une manière différente". Par ailleurs, Mme Merkel a souligné que l'Allemagne ne fournirait pas d'armes à l'Ukraine et qu'une option militaire n'en était pas une... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Italie :

Le nouveau Président de la République italienne Sergio Mattarella a prêté serment



Le 3 février, Sergio Mattarella a juré fidélité à la République italienne et à la Constitution devant le Parlement réuni en session conjointe (Chambre des députés et Sénat) et les délégués régionaux à Montecitorio. Il a remercié ses deux prédécesseurs Carlo Azeglio Ciampi et Giorgio Napolitano. Puis il a axé son discours sur sa volonté de représenter l'unité nationale et de défendre les principes constitutionnels "qui ne peuvent pas risquer d'être affectés par la crise". Pour le chef d'Etat, les priorités sont le droit au travail des jeunes, l'achèvement du processus de réformes et la loi électorale. En ligne avec la tradition italienne, le nouveau président demande de relancer sans délai le projet de l'Union européenne qui devrait "représenter une frontière de l'espérance"... [Lire la suite](#)

Nouvelles privatisations en Italie



Le Trésor italien s'apprête à donner le coup d'envoi à la vente d'une tranche de 5 à 6% du capital d'Enel. L'opération, qui devrait avoir lieu entre le 9 et le 20 février, fera l'objet d'un placement accéléré réalisé en quelques heures. Parallèlement, le Trésor a annoncé avoir choisi BofA Merrill Lynch et Cleary Gottlieb comme conseils pour la privatisation des Ferrovie dello Stato (FS) prévue d'ici à la fin de l'année. L'objectif est de donner un signal fort aux investisseurs internationaux sur la détermination du Trésor à tenir ses objectifs de privatisations... [Lire la suite](#)

Lituanie :

La Lituanie rejoint le Mécanisme européen de Stabilité (MES)

La Lituanie est devenue le 3 février le 19ème membre du Mécanisme européen de Stabilité (MES) après avoir officiellement adopté l'euro le 1er janvier dernier. Les États membres du MES ont la possibilité de



demander une aide financière s'ils rencontrent des problèmes de financement sur le marché, seulement si une telle assistance est jugée nécessaire à la préservation de la stabilité de la zone euro dans son ensemble et de ses États membres. Comme État membre du MES, la Lituanie souscrit au capital du mécanisme à hauteur de 2,86 milliards €, dont 327,2 millions € en termes de capital versé... [Lire la suite](#)

Malte :

Joseph Muscat à Berlin



La chancelière allemande Angela Merkel recevait le 4 février à Berlin son homologue maltais, Joseph Muscat. Lors des discussions, il a été question de la situation en Méditerranée notamment en Libye mais aussi du conflit ukrainien et de la stabilité de la zone euro. Dans une conférence de presse, Joseph Muscat a rappelé que la stabilité de la Libye restait "cruciale" pour la sécurité européenne. "L'Union européenne ne peut agir et être pris par surprise" a-t-il souligné. Sur la Grèce, il a rappelé que Malte était "contre un allègement de la dette pour la Grèce, mais en faveur d'une flexibilité qui permettrait au pays d'avoir un peu de répit"... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Royaume-Uni :

Faire la Marine la plus moderne du monde



A l'occasion d'une visite à Portsmouth (Royaume-Uni), le ministre des finances britannique George Osborne a dévoilé une nouvelle stratégie navale nationale visant à permettre à la "Royal Navy" de "rester" la marine la plus moderne du monde. Il a notamment annoncé la construction de nombreux navires de combat de type mondial 26 afin de maximiser les possibilités d'exportation, mais aussi la construction d'un nouveau navire de guerre complexe tous les deux ans. Par cette stratégie, le gouvernement britannique souhaite s'assurer que la Royal Navy continue d'avoir la capacité dont elle a besoin "pour protéger les intérêts nationaux", tout en "conservant son statut de la marine la plus moderne dans le monde"... [Lire la suite](#)

Nouveau plan économique pour le développement du Yorkshire et North Lincolnshire



Le Premier ministre britannique, David Cameron, a annoncé, le 5 février, le lancement d'un nouveau plan pour le développement du Yorkshire et du Lincolnshire du Nord. L'emploi, les transports, l'industrie manufacturière, la science et le tourisme sont les éléments essentiels sur lesquels le gouvernement veut axer sa politique. Le gouvernement britannique espère ainsi diminuer de 100 000 le nombre de chômeurs dans la région, augmenter les aides à l'investissement pour le domaine des transports de 6,4 millions £, ou encore augmenter le niveau de vie des habitants du Yorkshire et du Lincolnshire du Nord en mettant l'accent sur les atouts culturels, créatifs et sportifs de la région et en construisant 20 000 nouveaux logements... [Lire la suite](#)

Rapport britannique sur l'évasion fiscale



La commission des comptes publics de la Chambre des Communes a rendu un rapport le 6 février concernant l'évasion fiscale, et plus particulièrement le rôle que jouent les cabinets d'experts comptables dans la promotion des diverses techniques possibles. Ainsi un cabinet britannique proposait des conseils d'évasion fiscale pour le Luxembourg, participant à un stratagème de plus en plus globalisé et normalisé. La commission relève ainsi que la promotion de l'évasion fiscale est en réalité permise par les codes de conduite de certaines entreprises. D'où la nécessaire intervention du gouvernement dans ce domaine afin de réguler le secteur, en introduisant par exemple un code de conduite dans le domaine fiscal... [Lire la suite](#)

Kosovo :

Le ministre du travail du Kosovo limogé pour insultes présumées contre les Albanais



Le ministre du travail du Kosovo, Aleksandar Jablanovic, issu de la minorité serbe, a été limogé le 3 février. Cette décision a été prise afin de satisfaire les nombreux kosovars qui se sont rendus le 26 janvier dans les rues de Pristina pour protester contre les insultes que M. Jablanovic aurait proférées sur les Albanais du pays. Les manifestants

l'accusent en effet d'avoir qualifié de "sauvages" des manifestants albanais qui avaient empêché un groupe de serbes de visiter un monastère à l'occasion du Noël orthodoxe. Les manifestants avaient exprimé leur volonté de se mobiliser jusqu'à la démission du ministre. Ces événements ont par ailleurs fait environ 80 blessés... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

États-Unis :

Joe Biden en visite officielle à Bruxelles



Le vice-président des Etats-Unis, Joe Biden, était le 6 février en visite officielle à Bruxelles. Il a notamment rencontré Martin Schulz, président du Parlement européen, et Donald Tusk, président du Conseil, ainsi que les chefs de file des groupes politiques européens. Cette rencontre visait à rappeler la force des relations entre l'Union européenne et les Etats-Unis. Donald Tusk a par ailleurs souhaité attirer l'attention du vice-président américain sur les enjeux d'actualité majeurs et communs à l'Union et aux Etats-Unis que sont l'escalade militaire en Ukraine, la lutte contre le terrorisme et les négociations du traité transatlantique. Les présidents du Conseil et du Parlement européens ont tous les deux appelé à un resserrement des relations entre l'Union européenne et les Etats-Unis: "Nous devons rapprocher encore davantage nos deux continents" (Donald Tusk) et "Ensemble, nous sommes appelés à faire face à des réalités mondiales en mutation" (Martin Schulz)... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

John Kerry en visite à Kiev et à Munich



Le secrétaire d'État américain John Kerry s'est rendu à Kiev le 5 février. Il y a rencontré le président ukrainien Petro Porochenko, le Premier ministre Arseni Iatseniouk et le ministre des Affaires étrangères Pavlo Klimkine. Ils ont rappelé que la Russie avait violé la loi internationale en annexant illégalement la Crimée et en envahissant l'est de l'Ukraine. "Ce dont nous avons besoin, c'est de la paix. Pour cela, il nous faut reprendre le contrôle de la frontière, faire reculer les forces russes et stopper l'approvisionnement de terroristes dirigés par la Russie.", a-t-il déclaré. John Kerry a annoncé que 16,5 millions de dollars seraient ajoutés aux dons américains pour l'Ukraine, qui s'élèvent désormais à 355 millions de dollars. John Kerry s'est ensuite rendu en Allemagne du 6 au 8 février, où il a participé à la 51ème Conférence de sécurité de Munich... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#) | [Autre lien](#)

OTAN :

Les ministres de la défense des pays de l'OTAN avancent sur le Plan d'action réactivité



Les ministres de la défense des pays membres de l'OTAN, ainsi que Federica Mogherini, chef de la diplomatie de l'Union européenne, ont approuvé, le 5 février, le plan d'action "réactivité". Ce plan comprend un ensemble de mesures visant à répondre aux défis posés par la Russie, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord ainsi qu'à renforcer la défense collective des pays membres et leur capacité de gestion de crise. La Force de réaction de l'OTAN va ainsi devenir une composante interarmées de la taille d'une division, dont les forces multinationales aériennes, maritimes et spéciales mises à sa disposition seront entraînées à répondre rapidement à tous types de circonstances. Les ministres ont également décidé de mettre en place une nouvelle force opérationnelle interarmées à très haut niveau de préparation (VJTF) qui pourra comprendre jusqu'à cinq bataillons de manœuvre prêts à entrer en action en seulement deux ou trois jours. L'OTAN a ainsi réaffirmé sa volonté de rester une Alliance "préparée, robuste et réactive, capable de faire face aux défis actuels et futurs, d'où qu'ils puissent venir"... [Lire la suite](#)

Etudes/Rapports :

Quel policy mix de sortie de crise pour la zone euro ?



Dans sa "Vision franco-allemande", l'institut français des relations internationales (IFRI) publie "Quel policy mix de sortie de crise pour la zone euro ? Vers de nouvelles convergences franco-allemandes" de Pascal Kauffmann et Henrik Uterwedde. Ce texte explore "les éléments constitutifs d'un policy mix et d'un agenda économique consensuels, visant à pérenniser structurellement l'Union économique et monétaire et à résoudre ses graves problèmes conjoncturels".. [Lire la suite](#)

L'influence de la France sur la scène internationale recule en 2014

Selon un rapport de l'European Council on Foreign Relations, l'influence



française sur la scène internationale décline en 2014. Auparavant en 1ère position en Europe, la France se retrouve désormais à la 3ème position, notamment derrière l'Allemagne et la Suède et le Royaume-Uni (qui sont à égalité en étant tous deux leaders sur 11 dossiers). Ce classement est réalisé par une analyse des actions de chaque pays sur 65 thèmes de politiques étrangères européennes. La France perd de l'influence pour son rôle plutôt effacé dans la négociation du TTIP, et la défense des droits de l'homme en Asie et en Chine. Elle reste cependant sur le "podium", notamment en raison de son rôle de leader sur un grand nombre de dossiers, 8 au total, y compris la réponse aux crises comme en République centrafricaine, ou en Libye. La France était en 2013 leader sur 12 thèmes majeurs... [Lire la suite](#)

Culture :

Exposition à la Pinacothèque de Paris : "Au temps de Klimt, la Sécession à Vienne"



La Pinacothèque de Paris dévoilera le 12 février sa nouvelle exposition consacrée au mouvement de la Sécession, aspect essentiel de l'Art nouveau qui s'est développé à Vienne au début du XXème siècle. L'exposition se concentre sur Gustav Klimt, qui a joué un rôle majeur dans l'éclosion du mouvement. Ce mouvement artistique est à l'origine de la naissance, quelques années plus tard, de l'un des courants majeurs de l'art moderne, l'expressionnisme. Le cœur de l'exposition s'appuie sur une sélection des travaux majeurs de Gustav Klimt, de ses premières années d'études jusqu'aux grandes œuvres de son âge d'or comme Judith I (1901) ou la Frise Beethoven, œuvre monumentale reconstituée à l'échelle et présentée pour la première fois en France. L'exposition aura lieu jusqu'au 21 juin 2015... [Lire la suite](#)

L'exposition "La poésie de la lumière. Dessins vénitiens de la National Gallery of Art de Washington" au Musée Correr à Venise.



Jusqu'au 15 mars 2015, le Musée Correr (Venise) accueille l'exposition organisée par Andrew Robison "La poésie de la lumière. Dessins vénitiens de la National Gallery of Art de Washington". Retraçant l'évolution de l'art vénitien du XVIe au XIXe siècle, plus de cent trente œuvres venant de la National Gallery of Art de Washington sont exposées, en ramenant dans la lagune le génie artistique des grands maîtres vénitiens (Giorgione, Titien, Véronèse, Tintoret, Tiepolo) et des étrangers en amour avec la Sérénissime (Whistler, von Alt, Lear Werner, Callow, Sargent)... [Lire la suite](#)

L'art du portrait au Bozar de Bruxelles



Jusqu'au 17 mai 2015, le Palais des Beaux-Arts (Bozar) de Bruxelles accueille l'exposition "FACES THEN Portraits de la Renaissance aux Pays-Bas". À la Renaissance, l'art du portrait a connu un essor sans précédent. L'individu a désormais une place dans la société et la bourgeoisie fortunée et souhaite se faire représenter. Cette exposition propose de découvrir 50 portraits du XVIe siècle réalisés par des maîtres comme Quentin Metsys, Joos van Cleve ou Joachim Beuckelaer. Ces portraits, peints dans les principaux centres artistiques des Pays-Bas, font la synthèse entre réalisme et idéalisation, un geste esthétique qui leur confère une valeur inestimable... [Lire la suite](#)

L'orchestre philharmonique de Berlin donne cinq concerts à Londres



Le chef d'orchestre Simon Rattle, directeur musical de l'orchestre philharmonique de Berlin, fête ses 60 ans cette semaine et a décidé de marquer le coup : la capitale britannique recevra l'orchestre philharmonique de Berlin pour cinq concerts exceptionnels au Barbican et au Centre de Southbank du 10 au 15 février. Le chef d'orchestre a choisi pour cette occasion de diriger quelques unes des œuvres qui ont fait sa réputation, comme la deuxième symphonie de Mahler, qu'on tient pour l'un de ses meilleurs enregistrements et pour lequel il a reçu plusieurs prix. Un cycle complet des symphonies de Sibelius sera également joué en l'honneur du 150ème anniversaire de la naissance du compositeur... [Lire la suite](#)

Palmarès des BAFTA 2015



La 68ème cérémonie des BAFTA (British Academy of Film and Television Arts) s'est clôturée le 8 février avec la remise des prix récompensant les films britanniques pour l'année 2015. Le prix du meilleur film a été attribué à "Boyhood", dont l'actrice Patricia Arquette

remporte le trophée de meilleure actrice pour un second rôle. Julianne Moore remporte le prix de meilleure actrice pour "Still Alice", dans lequel elle interprète une femme atteinte d'Alzheimer. "The Great Budapest Hotel", film de Wes Anderson, est reparti couronné de 5 trophées, dont celui du meilleur scénario... Lire la suite

L'Agenda :



9 et 10 février
Bruxelles
Conseil "Affaires étrangères"



9 au 12 février
Strasbourg
Session plénière du Parlement européen



10 février
Bruxelles
Conseil "Affaires générales"



11 février
Bruxelles
Réunion de l'Eurogroupe



12 février
Bruxelles
Réunion informelle des chefs d'État ou de gouvernement

La Lettre est également disponible dans les versions suivantes :



J'aime la Lettre de la Fondation Robert Schuman

Les rédacteurs de la Lettre :

Charles de Marcilly, Helen Levy ; Guillaume Anglars, Romain Denninger, Flora Dumont, Noémie Rossi, Francesca Tortorella

Rédacteur en chef : Charles de Marcilly
Directeur de la publication : Pascale Joannin

Contact / suggestion
info@robert-schuman.eu

La Fondation Robert Schuman, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique Giuliani.

Vous ne souhaitez plus recevoir nos lettres ? [{LINK}](#)